

Mardi 4 juin, procès du Trotskisme

Devant la 11^{me} chambre de la cour d'appel, à 13 heures, poursuivis par atteinte à la Sûreté de l'Etat, comparaitront Pierre Lambert, Daniel Renard, Gérard Bloch et Stéphane Just.

Le procès que va juger, au Palais de Justice de Paris, la 11^e Chambre de la Cour d'Appel fera date dans les annales de la lutte pour la liberté d'opinion. C'est en effet exclusivement pour leur activité de journalistes révolutionnaires que sont poursuivis les 14 militants ouvriers.

L'accusation n'a pas retenu moins de 27 numéros de « LA VERITE », depuis le n° 343 du 12 novembre 1954 jusqu'au n° 357 du 30 décembre 1955. C'est tout un dossier qui sera mis en cause devant la Cour — et toute une époque : les quatorze premiers numéros, la guerre de reconquête coloniale.

Ce n'est pas seulement la liberté d'opinion qui sera mise en cause, en général le droit de défendre une opinion opposée à celle des hommes au pouvoir — mais bien aussi l'expression d'une politique révolutionnaire, de la seule politique révolutionnaire conséquente : le trotskisme.

Et ce n'est certes pas un hasard si ce sont les trotskistes et leur journal « LA VERITE », qui se trouvent sur le banc de la offense, pour le premier procès d'atteinte à la Sûreté de l'Etat, dirigé contre des journalistes au titre de l'article 89, alors que nombreux sont les journalistes de tendances diverses, qui sont poursuivis à l'heure actuelle sous la même rubrique. Les procès contre LA VERITE n'avaient-ils pas déjà été l'occasion d'une décision-jugement de compétence du tribunal civil, et d'une dérobade du gouvernement dans le procès des tortures ?

Les trotskistes n'ont pas l'habitude de reculer devant leurs responsabilités. Ils revendiqueront dans chaque ligne qu'ils ont écrite. Ils revendiqueront leur politique de paix en Algérie, par la reconnaissance du droit du peuple algérien à disposer de lui-même, et la négation du « droit » des colons militaires à l'exploiter. Ils revendiqueront le soutien apporté par l'avant-garde révolutionnaire française au Mouvement National Algérien, parti d'avant-garde de la révolution algérienne, qui, sous la présidence de Messali Hadj, n'a cessé de lutter pour la restauration de l'unité et de la fraternité entre les deux peuples algérien et français, sur la base du droit, de la justice, et de l'abolition de toutes les formes d'oppression.

Les trotskistes revendiqueront l'appui qu'ils ont donné aux rappeurs manifestant publiquement leur hostilité à la guerre de reconquête coloniale catégoriquement et ouvertement. Ils revendiqueront hautement leur programme de retour au pouvoir d'achat de 1938.

R. MONGE.
(Suite page 2)

N° 461 — 31 MAI 1957

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ-VOUS

HEBDOMADAIRE - 20 Frs

LA VERITE

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (TROTSKYSTE)

REDACTION ADMINISTRATION
5, rue de Charonne, Paris (XI) — Tél. : ROQ. 69-52

SECTION FRANÇAISE DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE

Etranger : 1 an : 1.200 fr.
C.C.P. Sté de Presse, Edition et Librairie 6032-01 Paris
ABONNEMENTS : 1 an : 800 fr. ; 6 mois : 400 fr. ; 3 mois : 225 fr.

Le parlement des privilégiés s'enfonce dans l'impuissance

Les travailleurs, ouvriers, paysans, intellectuels, exigent :

- Des négociations immédiates avec tous les nationalistes algériens pour un cessez le feu.
- Le retour des jeunes soldats dans la métropole.
- 10.000 francs pour tous, le retour au pouvoir d'achat de 1938, des logements, des écoles.

Seul un gouvernement porté au pouvoir par l'action des masses réalisera ce programme

Ce n'est pas 150 milliards d'impôts nouveaux qu'il faudra, c'est 250, en attendant mieux, et une nouvelle ponction dans le trésor de la Banque de France, de nouvelles avances à l'Etat.

Les prolétaires, encore plus de misère pour le peuple. Les travailleurs, eux, n'ont ni plantations d'allée, ni vignobles en Algérie, ils ne sont pas actionnaires du pétrole saharien.

Aussi veulent-ils la paix, la négociation avec les nationalistes, le cessez-le-feu immédiat, le retour

UNE CRISE DE RÉGIME

DEPUIS la chute du gouvernement Guy Mollet, la presse que l'on dit sérieuse et celle qui ne prétend même pas l'être consacrent quotidiennement une place considérable à l'évolution de la crise ministérielle. Il n'est pas sans intérêt de la suivre à travers les méandres de ses diverses évolutions.

La crise, il s'est agi de montrer que la crise n'était qu'un « incident ». Ce qui contient une bonne part de vérité, mais il s'agissait surtout pour nos informateurs d'observer toute explication sur le sens de cet « incident », et sur ses lourdes conséquences. Ainsi, le math de la crise, Pierre Brisson, directeur du « Figaro »

écrit : « Un fait domine cette crise : l'homme qui sera chargé de la dénouer ne pourra réussir qu'en poursuivant la politique algérienne et européenne précédemment appliquées. »

« Honneur au courage MALHEUREUX ! » Commencé par le plus drôle l'honneur n'est. On sait que Guy Mollet tomba, le parti du Parti Socialiste à la main et depuis, sans rire, le Populaire a tenté d'accréditer la légende du gouvernement socialiste tombé sous le coup de sa réaction et brisé sur le thème « Honneur au courage malheureux ». Les dix-neuf rouges novés de corps de la Section Française de l'Internationale Ouvrière signèrent devant la déquette de l'Élysée et l'incertains ministère du « Populaire-Dimanche », dit 26 mai : « Un tel acte pour nous, socialistes, souvenez une source d'amères déceptions, mais plus souvent encore de joies exultantes. »

« Un fait domine cette crise : l'homme qui sera chargé de la dénouer ne pourra réussir qu'en poursuivant la politique algérienne et européenne précédemment appliquées. »

« On ne le verra ou non, l'état d'un pays en guerre — et, répétons-le, nous sommes en guerre — ne se prête ni à certaines complaisances, qu'il faut bien qualifier de démagogiques, ni aux largesses qui en sont la conséquence obligée. Des revendications, quelles qu'elles soient, peuvent attendre ; le salut public n'attend pas », déclare froidement l'éditorialiste de « L'Information » du 24 mai.

« Mais on n'en est pas encore là. On est au plein milieu d'un puzzle parlementaire des plus compliqués, dont on se demande comment on parviendra à lui donner forme. Il a fallu... »

F. FORGUE.
(Suite page 2)

LES BUREAUCRATES PARACHÈVENT LEUR TRAHISON

par Peter FRYER

MOINS de deux mois après avoir saboté une grève revendicative nationale en pleine ascension, les dirigeants de la Confédération des syndicats de la métallurgie et de la construction navale ont poussé cette semaine leur trahison jusqu'à sa conclusion logique.

Contre la volonté de tous les militants dans chaque atelier anglais, ils ont accepté l'offre nationale d'une augmentation de salaires de 11 shillings par semaine pour les travailleurs qualifiés, 10 shillings (450 francs) pour les non qualifiés et 10 shillings (400 francs) pour les échelons intermédiaires, une augmentation de salaires sous-évaluée à plusieurs conditions d'espérer rétrogrades.

Des dirigeants qui n'appartiennent pas à l'aile droite, comme le secrétaire du syndicat des chaudronniers (Ted Hill), ont déclaré tout au moins qu'un blocage des salaires de douze mois, était de la folie pure sous un gouvernement tory. (Néanmoins, ce ne serait pas moins pure folie sous un gouvernement travailliste ; mais, pour n'être que la moitié de la vérité, l'affirmation de Ted Hill n'en est pas moins vraie.)

Constatant par là même un des liens les plus précieux dans l'héritage de classe du métal anglais moyen.

Des dirigeants qui n'appartiennent pas à l'aile droite, comme le secrétaire du syndicat des chaudronniers (Ted Hill), ont déclaré tout au moins qu'un blocage des salaires de douze mois, était de la folie pure sous un gouvernement tory. (Néanmoins, ce ne serait pas moins pure folie sous un gouvernement travailliste ; mais, pour n'être que la moitié de la vérité, l'affirmation de Ted Hill n'en est pas moins vraie.)

Constatant par là même un des liens les plus précieux dans l'héritage de classe du métal anglais moyen.

Des dirigeants qui n'appartiennent pas à l'aile droite, comme le secrétaire du syndicat des chaudronniers (Ted Hill), ont déclaré tout au moins qu'un blocage des salaires de douze mois, était de la folie pure sous un gouvernement tory. (Néanmoins, ce ne serait pas moins pure folie sous un gouvernement travailliste ; mais, pour n'être que la moitié de la vérité, l'affirmation de Ted Hill n'en est pas moins vraie.)

Constatant par là même un des liens les plus précieux dans l'héritage de classe du métal anglais moyen.

Des dirigeants qui n'appartiennent pas à l'aile droite, comme le secrétaire du syndicat des chaudronniers (Ted Hill), ont déclaré tout au moins qu'un blocage des salaires de douze mois, était de la folie pure sous un gouvernement tory. (Néanmoins, ce ne serait pas moins pure folie sous un gouvernement travailliste ; mais, pour n'être que la moitié de la vérité, l'affirmation de Ted Hill n'en est pas moins vraie.)

DEUX LEÇONS QUI SERONT TIRÉES

Les minoritaires de gauche, le plus souvent dirigeants de petits syndicats de spécialistes, font clairement entendre qu'en ce qui les concerne, ils ne vont pas se donner un mal extrême pour en finir avec les grèves « non officielles » et les réunions durant le travail. Quelques uns d'entre eux ajoutent que leurs membres vont certainement formuler de nouvelles revendications de salaires à la fin de l'année.

Ainsi, mises à part les actions défensives que des mesures répressives pourraient rendre nécessaires dans les douze prochains mois, l'industrie anglaise pourrait bien être face à de nouvelles luttes d'envergure au début de l'année prochaine.

Dans l'intervalle, une lutte interne acharnée se développera dans un certain nombre de syndicats où la droite et la gauche s'équilibrent plus ou moins à la direction.

Avec la prochaine paie, la masse des travailleurs touchera pour la première fois les nouveaux salaires. Ce surplus d'argent, bien que minime, leur rendra moins pénible le traitement de leurs dirigeants. Mais deux leçons doivent être tirées, et le seront certainement par les militants.

L'une, c'est que les 11 shillings ne sauraient constituer certainement pas sans la grève du mois dernier. Les travailleurs doivent donc se tenir prêts à l'action, assimiler les expériences de la grève d'avril, renforcer leurs organisations à l'entreprise, et surtout réarmer les derniers postes d'organisés (un grand pas dans ce sens a été fait au cours de la grève

de nombreux inorganisés ont été recrutés).

La seconde leçon, c'est qu'ils doivent tourner leur supplé et leur ressentiment contre tous les obstacles à une décision réelle des dirigeants, au remplacement des permanents « hommes d'Etat » par des dirigeants proches de la base et de ses besoins.

Pour résumer : les patrons et les dirigeants de l'aile droite se sont mis d'accord, pour le moment, pour faire barrage à la marche montante de la combativité ouvrière, en Grande-Bretagne. Mais le flot n'en sera, à échéance, que plus puissant. De cela nous pouvons être sûrs.

Passons aux chocs un peu plus sérieux. Pour la grande presse bourgeoise, dès le déclenchement de

KADAR ASSASSINE LES COMMUNISTES

Il n'est guère de jour où ne parviennent de Budapest la nouvelle d'arrestations, condamnations, exécutions de révolutionnaires. La nouvelle est devenue si banale que la presse ne lui consacre que de maigres entrefilet, quand il y a de la place...

C'est le journaliste communiste Gabor Folly, exécuté pour avoir organisé un groupe clandestin de résistance. C'est le poète communiste Istvan Erosi, jugé cette semaine avec huit autres intellectuels

dont Istvan Anyal, le chef de la Jeunesse Révolutionnaire du 9^e Arrondissement, un des derniers dirigeants de la lutte armée à Budapest contre les chars russes. Après Jozsef Varga et les frères Batanyi, ce sont d'autres dirigeants de la Garde Nationale, lieutenant de Maleser, Praszmayor et Kabalacs, qui viennent d'être condamnés à mort. Après ceux de Gyocer et de Miskolc, dans les mois n'ont même pas été publiés par la presse « libre », des anciens « amis de la Révolution Hongroise », ce sont les huit de Dunapentele, et parmi eux Balint Papp, responsable de la Jeunesse Communiste de la « cité socialiste », qui dirigea l'étrier que résistance de la grande ville ouvrière contre l'armée russe.

Pendant ce temps, d'autres « attendent » en prison : Imre Nagy et ses compagnons communistes, la veuve de Rajk et Zoltan Losonczy, le vieux bolchevik Golan Vas et le jeune communiste Gabor Tanczos, secrétaire du cercle Petofi ; les officiers communistes Maleter et Kopaszi ; les vieux intellectuels communistes Tibor Dery et Gyula Hay et le jeune romancier Tardos, ancien FTP ; les journalistes Gimmes et Haraszti, condamnés par Rakosi en même temps que Kadar et les jeunes du Comité Révolutionnaire des Etudiants, Markus, Janos Varoa, Pozsar, tous communistes. Il y a plus de communistes en prison qu'il n'y en avait sous Horthy. Il y en aura bientôt plus de pendus qu'il n'y en eut pendant vingt ans sous son régime de terreur. Et le journal de Kadar réclame une « justice de classe » et proteste contre le « libéralisme » des tribunaux.

François MANUEL.

Contre la guerre et la répression, pour la négociation et la Paix en Algérie

GRAND MEETING

le Vendredi 7 Juin à 20 h. 30, salle des SOCIÉTÉS SAVANTES, rue Serpente (Métro Odéon)

organisé par le

COMITÉ D'ACTION DES INTELLECTUELS

contre la poursuite de la guerre en Afrique du Nord

sous la présidence de Jean-Jacques Mayoux

prendront la parole

Andrée-Pierre Vienot, Jean Amrouche, Robert Barraut, Claude Bourdet, Yves Dechézelles, Jean Dresch, Jean Rous, Jean-Paul Sartre

